

ANALYSER LE NÉOLIBÉRALISME AUJOURD'HUI

L'emploi du terme «néolibéralisme» s'est peu à peu imposé, depuis les années 1990, pour désigner ce qui était d'abord perçu comme un retour au «laisser-faire» du libéralisme économique du XIX^e siècle, puis pour souligner, selon une perspective ouverte notamment par les cours que Michel Foucault a consacrés à la fin des années 1970 à l'«ordolibéralisme» allemand, ce que ce «retour» a d'inédit. Si le sens du mot diffère encore beaucoup selon les auteurs, il s'agit dans tous les cas, avec les théories du néolibéralisme, de penser les transformations contemporaines du capitalisme et les termes de la lutte des classes aujourd'hui. L'enjeu est donc à la fois intellectuel et stratégique. Stéphane Haber propose dans le présent article un tableau critique des recherches et débats en cours. Par **STÉPHANE HABER***

*Stéphane Haber est professeur à l'université Paris-Ouest-Nanterre. Il est notamment l'auteur de *Habermas: une introduction* (La Découverte, 2002), *L'Aliénation* (PUF, 2007), *L'Homme dépossédé* (CNRS, 2009), ainsi que de *Freud et la théorie sociale* (La Dispute, 2012, à paraître) et *Freud sociologue* (Le Bord de l'Eau, 2012, à paraître).

Depuis une dizaine d'années, le «néolibéralisme» remplace progressivement la «mondialisation», aux nuances critiques moins marquées, pour exprimer en raccourci la compréhension de soi que l'époque présente a d'elle-même. C'est dire à quel point la fortune du terme est récente. Des œuvres essentielles pour le renouveau de la pensée critique qui s'est produit au cours des dernières années de la décennie 1990 – par exemple, *Les Métamorphoses de la question sociale* de Robert Castel, *Le Nouvel Esprit du capitalisme* de Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Empire* de Michael Hardt et Antonio Negri – l'ignorent encore largement (ou, peut-être, estiment important de le contourner). En France, le terme ne s'est d'ailleurs guère imposé dans le débat public qu'à partir, semble-t-il, d'un texte de Pierre Bourdieu et d'un ouvrage de René Passet. Aujourd'hui, l'usage qu'en font les représentants les plus en vue de la gauche intellectuelle états-unienne, comme Wendy Brown, Noam Chomsky ou Mike Davis, semble offrir un appui rassurant et suffisant.

Le néolibéralisme apparaît d'abord comme une doctrine politique, comme une utopie, voire comme une religion séculière. Avec son imaginaire de la société de marché libérée de l'odieuse tutelle étatique, elle est même probablement, par sa date d'apparition, la dernière de ces grandes croyances qui, mobilisant son clergé et ses intellectuels organiques, recomposant partiellement la culture, influençant le langage quotidien, recyclant en masse les désirs, les fantasmes et les passions, se sont révélées capables de «faire l'Histoire». Pourtant, concrètement, la doctrine néolibérale a pris la forme plus prosaïque de ce que John Williamson a baptisé le «consensus de Washington» (discipline budgétaire et monétaire, privatisations, libéralisations des échanges, déréglementations). Comment la théorie (pour l'essentiel, les sciences sociales) doivent-elles s'y prendre pour contextualiser cette doctrine apparemment polycéphale?

Dans le continent désormais immense des recherches contemporaines sur ces questions, il semble possible d'isoler trois grandes régions. L'étude du néolibéralisme peut partir du principe de l'autonomie relative de l'idéologie et l'investir en tant que telle; elle peut ensuite chercher à reconduire celle-ci à un substrat politique, autrement dit l'inscrire dans le cadre d'un programme d'action déterminé en quête, secondairement, de discours légitimants; elle peut enfin adopter le point de vue (classique dans le marxisme) de l'hétéronomie de la sphère des idées par rapport au «social», autrement dit, le considérer comme une formulation en elle-même relativement contingente de mutations sociales et économiques bien plus englobantes et seules vraiment significatives sur le plan historique.

Le néolibéralisme comme idéologie

L'étude de la montée en puissance des idées qui, dans le dernier quart du siècle passé, ont débouché sur la mise en place des politiques économiques néolibérales relève à la fois de l'histoire intellectuelle et de la sociologie des réseaux d'influence, voire de l'analyse de la contagion des croyances et de la manipulation de l'opinion. C'est d'abord comme cela qu'elle se présente dans les recherches contemporaines. Bourdieu a d'ailleurs contribué à donner un large écho à l'importance des combats idéologiques qui ont conduit à l'abandon par les classes dominantes des dispositifs socio-économiques issus de l'après-guerre.

À cet égard, la première chose à noter est que, paradoxalement, la personnalité et l'œuvre de Hayek apparaissent comme des obstacles à la réflexion. Certes, l'auteur de *The Constitution of Liberty* a incarné une opposition farouche au principe d'un capitalisme régulé ou organisé pendant les décennies de l'après-guerre qui virent triompher, au moins symboliquement, les préconisations de son vieil adversaire Keynes. Parfois

24 SUSSEX DRIVE DOOR GREEN, OTTAWA

THEY WILL
KNOW WHAT IS
TO COME BY THE
PRINCIPLE ON
WHICH IT IS
BUILT.

immédiatement (c'est de ce côté, par exemple, que Margaret Thatcher a cherché ses garants intellectuels), le plus souvent par l'intermédiaire de groupes d'influence internationaux ou de l'action de ces économistes d'État issus de l'Université que les fameux *Chicago Boys* incarnèrent à l'époque de la dictature de Pinochet, les motifs hayékiens ont d'ailleurs certainement pesé sur le cours des choses, après que les dogmes artificiels que l'on pouvait tirer de l'œuvre de l'économiste autrichien aient été parés des traits prestigieux de l'hétérodoxie héroïque. Mais il faut admettre que leur extrémisme même (elles conduiraient au retour à l'État minimal) ne les rendait pas directement mobilisables pour l'action gouvernementale, *et que ce désajustement a compté*. Ce que l'histoire des idées a sélectionné, c'est en fait un néolibéralisme mieux capable de devenir le programme concret d'une puissance étatique qui – portée par la force d'inertie d'une histoire de longue durée vouée à commander l'extension rationalisatrice de son emprise sur la société et les conduites –, a obscurément cherché, sous la pression de circonstances nouvelles, à infléchir et à renouveler ses modes d'intervention¹. Ce qui était obscurément recherché, c'était une nouvelle organisation (en particulier dans les rapports de classes) capable de succéder au compromis keynésien et fordiste. Rétrospectivement, on peut même affirmer que,

dans la réalité, le néolibéralisme a moins consisté en une euthanasie hayékienne de la puissance étatique qu'en une série de techniques d'adaptation et de rajeunissement de la domination politique – celles-ci étant solidaires de recompositions des pouvoirs à l'échelle mondiale – même si, localement, les motifs du démantèlement et du retrait de l'État ont pu correspondre à des tendances observables. C'est ainsi que, en Europe, la déconstruction (partielle) de «l'État-providence» s'est accompagnée d'une conception nouvelle de l'administration (*public management*), désormais soumise à certaines normes d'efficacité et de rentabilité, elles-mêmes productrices d'effets multiples à l'intérieur comme à l'extérieur de l'appareil d'État. Le sécuritarisme contemporain constitue peut-être le résultat le plus tangible de ce déplacement.

Le néolibéralisme ne s'est en tout cas pas résumé à une mystique néosmithienne de l'autonomie d'une société civile enfin ordonnée par les seuls mécanismes bénéfiques du marché et par l'abandon pur et simple des fonctions étatiques². Même quand cet abandon s'est produit, il a, en général, été pensé et piloté *étatiquement*³, «rationnellement» au sens de Weber, et il a appelé des déplacements et des compensations latérales dans l'exercice du pouvoir politique. C'est en ce sens que le néolibéralisme n'est pas une croyance irrationnelle. Il a plutôt constitué la formulation idéologique de

Dans la réalité, le néolibéralisme a moins consisté en une euthanasie hayékienne de la puissance étatique qu'en une série de techniques d'adaptation et de rajeunissement de la domination politique même si, localement, les motifs du démantèlement et du retrait de l'État ont pu correspondre à des tendances observables.

la réponse typique (à la fois la plus simple et la mieux ajustée aux vents politiques dominants) qui fut donnée aux tensions et aux crises économiques, sociales, culturelles qui pesaient sur les États à l'issue de l'époque fordiste-keynésienne. L'histoire de l'idéologie néolibérale se caractérise donc par l'autonomie relative qui est celle des positions politiques et des constructions savantes, reflétant, en l'occurrence, l'harmonie préétablie entre croyances sociales diffuses, théories sophistiquées secrétées par l'univers académique et besoins propres à un appareil d'État sous pression.

C'est ce que, par exemple, avaient perçu autrefois Luc Boltanski et Pierre Bourdieu, dans *La Production de l'idéologie dominante*, lorsqu'ils mettaient en évidence la transformation de la

domination sociale-politique et le passage à un discours portant sur la construction volontariste d'une société de marché qui perce derrière l'esprit planificateur et généreusement réformateur des administrateurs de la modernisation française des débuts de la v^e République. Pour en rester au champ français, des ouvrages comme ceux de François Denord ou de Serge Audier (ce dernier plus soucieux, cependant, de souligner d'une manière non téléologique la diversité idéologique du néolibéralisme d'avant-guerre) s'engagent dans cette voie prometteuse d'une généalogie des doctrines libérales qui les inscrivent dans le contexte composite des idées et des savoirs d'État⁴.

BIBLIOGRAPHIE

- Agamben Giorgio, *Homo Sacer. Le Pouvoir souverain et la vie nue*, trad. M. Raiola, Paris, Seuil, 1998.
- Amable Bruno, *Les Cinq Capitalismes*, Paris, Seuil, 2005.
- Arrighi Giovanni, *Adam Smith à Pékin*, trad. N. Vieillescazes, Paris, Max Milo, 2009.
- Arrighi Giovanni, *The Long Twentieth Century*, Londres, Verso, 1994.
- Audier Serge, *Aux origines du néolibéralisme. Le colloque Lippmann*, Paris, Le Bord de l'eau, 2008.
- Birch Kean et Mykhenko Vlad, *The Rise and Fall of Neoliberalism*, Londres/New York, Zed Books, 2010.
- Boltanski Luc et Bourdieu Pierre, *La Production de l'idéologie dominante*, Paris, Démopolis, 2008.
- Boltanski Luc et Chiapello Ève, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- Bourdieu Pierre, «L'essence du néolibéralisme», in *Le Monde diplomatique*, mars 1998.
- Bourdieu Pierre, *Contre-feux*, Paris, Liber, 1998.
- Boyer Robert, *Les Financiers détruiront-ils le capitalisme?*, Paris, Economica, 2011.
- Brown Wendy, *Les Habits neufs de la politique mondiale*, trad. C. Vivier, Paris, Prairies ordinaires, 2007.
- Castel Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
- Chomsky Noam (avec Herman Edward), *La Fabrication du consentement*, trad. D. Arias, Marseille, Agone, 2008.
- Dardot Pierre et Laval Christian, *La Nouvelle Raison du monde*, Paris, La Découverte, 2009.
- Davis Mike, *City of Quartz*, trad. M. Darteville et M. Saint-Upéry, Paris, La Découverte, 2003.
- Davis Mike, *Le Pire des mondes possibles*, trad. J. Mailhos, Paris, La Découverte, 2006.
- Denord François, *Néolibéralisme version française*, Paris, Démopolis, 2009.
- Dixon Keith, *Les Évangélistes du marché*, Paris, Seuil, 1998.
- Duménil Gérard et Lévy Dominique, *The Crisis of Neoliberalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2011.
- Ewald François, *L'État-providence*, Paris, Fayard, 1986.
- Fassin Didier, *La Raison humanitaire*, Paris, Seuil/Gallimard, 2010.
- Foucault Michel, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard, 2003.
- Frank Thomas, *Le Marché de droit divin*, trad. F. Cotton, Marseille, Agone, 2003.
- Hall Stuart, *Le Populisme autoritaire*, trad. C. Jaquet, E. Beerlham et H. Sauvage, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.
- Hardt Michael et Negri Toni, *Empire*, trad. D.-A. Canal, Paris, La Découverte, 2004.
- Harvey David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- Harvey David, *Le Nouvel Impérialisme*, trad. J. Batou et C. Georgiou, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2010.
- Hayek Friedrich, *La Constitution de la liberté*, trad. de R. Audoin et J. Garello, Paris, Litec, 1994.
- Klein Naomi, *La Stratégie du choc*, trad. L. Saint-Martin et P. Gagné, Arles, Actes Sud, 2001.
- Lash Scott et Urry John, *The End of Organized Capitalism*, Cambridge, Polity Press, 1987.
- Lazzarato Maurizio, *La Fabrique de l'homme endetté*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.
- Lebaron Frédéric, *La Croyance économique*, Paris, Seuil, 2000.
- Memmi Dominique, *Faire vivre et laisser mourir*, Paris, La Découverte, 2003.
- Mirowski Philip et Plehwe Dieter, *The Road from the Mont Pelerin*, Londres/Cambridge, Harvard University Press, 2009.
- Napoleoni Loretta, *Rogue Economics*, New York, Seven Stories, 2008.
- Passet René, *L'Illusion néolibérale*, Paris, Flammarion, 2001.
- Pelletier Willy et Bonneli Laurent (dir.), *L'État démantelé*, Paris, La Découverte, 2010.
- Sassen Saskia, *La Globalisation. Une sociologie*, trad. P. Guglielmina, Paris, Gallimard, 2009.
- Stieglitz Joseph, *Le Triomphe de la cupidité*, trad. P. Chemla, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2010.
- Wacquant Loïc, *Punir les pauvres*, Marseille, Agone, 2004.

Le néolibéralisme comme politique

À une époque (1979) où, en Europe, l'attention commençait à se porter sur Hayek, Foucault avait magistralement indiqué l'importance du courant néolibéral, dans lequel l'économiste autrichien ne joua qu'un rôle limité, qui va des idées agitées au moment du « colloque Lippmann » de Paris en 1938 à l'« ordolibéralisme » des économistes les plus influents de la RFA. La justesse frappante de ses intuitions historiques a été largement confirmée depuis lors.

Mais on pouvait surtout tirer de certaines indications de Foucault un principe de contextualisation et même de radicalisation original par rapport à ce que peut simplement apporter le propos d'une histoire des idées ou des doctrines politiques. Car, à lire Foucault, il ne suffit pas de dire que l'idéologie néolibérale, influente ces dernières décennies, s'est partiellement modelée, sous ses formes les plus visibles, en fonction de besoins propres à l'appareil d'État ; il faut aller jusqu'à dire que le néolibéralisme n'est pas fondamentalement une théorie ou une idéologie (l'hostilité foucauldienne à cette notion issue du marxisme est d'ailleurs bien connue), mais d'emblée et intrinsèquement une technologie de pouvoir s'exprimant sous la forme de discours prescriptifs et légitimants que l'État contribue à diffuser. L'attention commence à se déplacer de la sphère des idées à celle des pratiques – des pratiques qui, loin de résulter d'un simple abandon de dispositifs antérieurs ou de compromis de classes, ont leur positivité propre. Le néolibéralisme, ici, ce sont d'abord des rapports sociaux,

des modalités de la contrainte, des styles de domination et d'organisation des conduites. Le paradoxe selon lequel Foucault lui-même ne s'est que très peu engagé dans cette voie, en restant à des considérations relevant de l'histoire des théories et des idées (pour laquelle son estime n'était pas très grande par ailleurs...), reste ici anecdotique⁵.

Sur le plan de l'histoire de la philosophie sociale, le premier mérite de l'ouvrage décisif de Pierre Dardot et Christian Laval, qui, au moins dans le domaine francophone, représente la tentative la plus consistante pour prolonger les intuitions foucauldennes sur le terrain contemporain, consiste d'abord à infléchir l'impression qui pouvait ressortir du livre de François Ewald : l'impression que les hypothèses gravitant autour du concept de « biopolitique » et de l'analyse du pouvoir avaient vocation, pour ce qui concerne la situation contemporaine, à se concentrer sur la gestion des risques induite par la mise en place d'une politique assurantielle systématique. Une autre voie existe, montrent Dardot et Laval, en partie contradictoire avec la précédente, et en partie complémentaire : celle de l'individualisation concurrentielle. Qui est sujet aux risques tels que la maladie, le chômage ou l'accident du travail, doit aussi apprendre à devenir un entrepreneur de lui-même, et le néolibéralisme peut être compris comme une systématisation de ce second aspect.

Par quelle voie théorique les effets humains du néolibéralisme peuvent-ils être appréhendés ? Dardot et Laval estiment que c'est par la voie d'une théorie de la subjectivation. Le néolibéralisme, c'est essentiellement, pour eux, l'ensemble des techniques

FOCUS BIBLIOGRAPHIQUE

Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard, 2003. Dans cette transcription de ses cours de 1979, Foucault s'essaie à une caractérisation du libéralisme contemporain (l'ordolibéralisme allemand de l'après-guerre, le libertarisme états-unien) qui constitue une référence majeure des discussions actuelles. Le principe général consiste à comprendre le « néolibéralisme » (un terme que Foucault est l'un des premiers à utiliser de façon réfléchie) comme un projet politique de transformation globale de la société.

David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005. En historien du monde contemporain, Harvey envisage le néolibéralisme comme une idéologie politique qui, à partir de l'époque de l'arrivée au pouvoir de Thatcher et de Reagan,

est parvenue à transformer l'organisation économique globale en tentant de répondre aux crises et aux contradictions antérieures du capitalisme.

Naomi Klein, *La Stratégie du choc*, trad. L. Saint-Martin et L. Gagné, Arles, Actes Sud, 2011 (2007). L'auteure, essayiste et journaliste canadienne, figure notable de l'altermondialisme, tente d'écrire l'histoire de la face sombre du néolibéralisme. Celui-ci, d'après elle, s'est le plus souvent imposé à la faveur de crises collectives et sous la forme de la violence politique. Il constituerait donc une puissance foncièrement anti-démocratique, la plus importante de notre temps.

Pierre Dardot et Christian Laval, *La Nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2009. Il s'agit d'une vaste

fresque retraçant les origines et les métamorphoses du projet politique moderne de gouverner la société en la rendant, de force, conforme au modèle d'une société de marché. Dans la mise en œuvre de ce projet, le modelage des subjectivités occupe une place centrale.

Gérard Duménil et Dominique Lévy, *The Crisis of Neoliberalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2011. L'ouvrage propose une analyse extrêmement serrée, statistiques à l'appui, de la trajectoire du capitalisme états-unien dans la décennie qui précède la crise financière de 2008. Il montre comment la financiarisation accélérée des années 2000, fine fleur du projet néolibéral de restauration de la suprématie des classes dominantes, en condense les contradictions explosives.

destinées à transformer la fiction de *l'homo economicus* en réalité fonctionnelle. Pour cette raison, il aurait son principe dans l'activité d'individus formés à la discipline de l'automarchandisation et aux normes de l'efficacité concurrentielle⁶. La forme surmoïque de l'intériorisation des impératifs inhérents aux nouvelles formes de l'organisation du travail (culte de la performance, sursollicitation des compétences, etc.) en constituerait donc l'élément déterminant. Ainsi, les idéologies économiques officielles cessent d'être les objets les plus importants pour une étude du néolibéralisme. Le travail de Dardot et Laval n'épuise cependant pas le domaine du néolibéralisme comme forme de vie et projet politique global; ce n'était d'ailleurs sûrement pas son intention. Ainsi, très « occidentalo-centrés » dans leur propos, les auteurs ne discutent pas les modalités différentielles d'acclimatation des valeurs néolibérales selon les pays⁷ ni, d'ailleurs, selon les milieux sociaux (par exemple professionnels); sans la rejeter, ils ne développent pas vraiment la problématique (pour autant typiquement foucauldienne) de la résistance; et, bien qu'ils rappellent clairement que la production de *l'homo economicus* néolibéral constitue seulement l'un des aspects d'une conjoncture historique qui se définit évidemment par des rapports de force et des logiques d'intérêt, ils ne font pas intervenir ces facteurs dans leur tableau d'ensemble. Le style comme le contenu de l'ouvrage semblent bien suggérer que la phase actuelle du capitalisme trouve dans la subjectivation néolibérale totale son ressort essentiel, le principe de son originalité historique et la source de sa puissance d'emprise.

Des formes différentes – complémentaires – de contextualisation s'imposent lorsque, par exemple, Loïc Wacquant établit le passage de l'État social à l'État pénitentiaire, ou lorsque Mike Davis analyse les formes urbaines émergentes (entre centres hypersécurisés et bidonvilles abandonnés). De tels auteurs invitent à revenir à certaines dimensions du réel social que la problématique de *La Nouvelle Raison du monde* n'a pas besoin de mentionner, en raison de sa focalisation typique sur la thématique de la production de subjectivité (ou d'individualité), mais qui, sans doute, doivent s'associer à elle pour nous permettre d'aller vers un diagnostic historique plus différencié.

Une forme sociale

Dans la cartographie des usages savants de la catégorie de néolibéralisme, un troisième ensemble se dessine. Il regroupe des auteurs qui refusent d'isoler les dogmes néolibéraux des intérêts sociaux qu'ils rencontrent en dehors de l'appareil d'État et des effets concrets de leur application. Pour eux, le néolibéralisme est d'abord le nom d'un certain âge du capitalisme, d'un certain modèle économique comportant des dominations (à commencer par des dominations de classe) et des formes de violence relativement originales.

De ce point de vue, le travail de Naomi Klein est emblématique d'une approche qui tranche totalement avec l'histoire des idées ou avec l'analytique foucauldienne du pouvoir. Naomi Klein rappelle que le néolibéralisme n'a pas été qu'une affaire de persuasion insidieuse, de transformations

PETIT LEXIQUE

Compromis keynésien-fordiste

On désigne ainsi la manière dont les rapports de classes se sont réorganisés dans les pays occidentaux pendant les décennies qui ont suivi 1945 : culture collective de la croissance économique, augmentation conjointe de la productivité et des salaires, stabilisation des conditions du salariat, interventionnisme d'État, bridage de la finance, limitations du marché, mise en place de systèmes d'assurance et de protection tendant à l'universalité.

Colloque Walter Lippmann

Réunis en 1938 à l'occasion de la venue à Paris de l'essayiste et journaliste états-unien W. Lippmann, certains économistes, juristes et philosophes, cherchèrent à définir les contours d'un nouveau libéralisme, distinct du « laissez-faire » propre au capitalisme du

xix^e siècle. De nombreux historiens contemporains y voient l'acte de naissance du néolibéralisme comme doctrine.

Ordolibéralisme

Il s'agit d'une variante du libéralisme, principalement développée en Allemagne de l'Ouest par des auteurs tels que Walter Eucken et Wilhelm Röpke; elle a influencé la législation européenne. Cherchant à sortir de l'éternel débat entre liberté des marchés et interventionnisme étatique, ces penseurs assignent à la puissance publique une fonction originale : organiser le cadre légal de la concurrence. Pour eux, les lois du marché sont donc autant construites que spontanées. D'après Foucault ou Laval, l'influence de cette doctrine montre que le libéralisme, loin de se ramener

à une critique de l'État, est d'abord un programme politique volontariste, potentiellement autoritaire.

Consensus de Washington

L'expression a été inventée par l'économiste John Williamson en 1989. Elle désigne l'ensemble des mesures de politique économique néolibérales que les puissances hégémoniques et les institutions internationales comme le FMI ont progressivement consacrées comme des normes inflexibles : privatisations, austérité budgétaire et restriction de la dépense publique, libéralisation des échanges et de la finance, dérèglementations, protection de la propriété privée. Instrument de la mise au pas du « Sud », le Consensus de Washington a aussi constitué le principal agent de la dissolution du compromis keynésien-fordiste au « Nord ».



insensibles, de mutations discrètes dans le mode d'exercice du pouvoir (le modèle foucauldien), ou de rééquilibrages patiemment programmés par les classes dominantes et les élites mondialisées. Car avant Londres, c'est à Santiago, après 1973, que les futures idées du consensus de Washington furent mises en pratique méthodiquement, à la faveur d'une dictature féroce, visant des populations sidérées et traumatisées. Le cas paradigmatique du néolibéralisme en action, c'est la Russie d'Eltsine, où les gigantesques transferts de richesses au profit d'une inquiétante minorité (des transferts auxquels ont le plus souvent abouti les mesures néolibérales, mais apparaissant ici sous une forme caricaturale) n'ont pu s'opérer que dans un climat de misère, de répression et de violence politique. On a pu reprocher à Klein sa proximité avec une certaine conception conspirationniste de l'histoire, sa façon de « retourner » trop complaisamment la vision « lisse » du néolibéralisme, version dans laquelle tout passe par des politiques fiscales et budgétaires presque indolores, ou du moins aux effets sensibles sur le seul long terme. Mais il faudrait plutôt voir dans sa tentative une façon très ferme de remettre les pendules à l'heure en montrant comment certaines manières de contextualiser les dogmes néolibéraux doivent impérativement prendre en compte les aspects historiques dramatiques, et

parfois criminels, de leur application et de leurs effets sociaux. Bien entendu, les mots signifient seulement ce que l'on souhaite ou ce que l'on a l'habitude de leur faire dire. Mais ce qu'incite à penser Klein, c'est que le « néolibéralisme », qui est désormais une expérience historique dont on peut faire le bilan, doit bien être compris désormais de cette manière : crûment réaliste⁸.

En d'autres termes, utiliser le mot « néolibéralisme », c'est bien ici nommer le *néo-capitalisme*, c'est-à-dire la forme contemporaine dominante de la dynamique expansive qui définit le mode de production capitaliste. Cette expression, d'abord destinée à insister sur la dissolution des contextes et des limites propres aux dispositifs antérieurs (la phase fordiste-keynésienne⁹), vise aussi à rappeler la forte armature idéologique qui environne ce processus (son haut degré de réflexivité, qui le caractérise sous beaucoup d'aspects), et le fait qu'il s'accompagne de politiques publiques relativement réfléchies. Le terme sert alors à orienter la recherche de réponses judicieuses aux questions qu'il faut poser lorsque l'on a affaire à un moment particulier du capitalisme : s'il est vrai que ce dernier se caractérise *en général* par une tendance expansionniste, qu'est-ce qui, *à tel moment historique précis*, s'étend expansivement : le processus de marchandisation des biens ou de salarisation

les différentes composantes de cette dynamique expansive, au lieu d'être seulement subies comme un destin, tendent aussi à se transformer elles-mêmes en objets d'une volonté consciente et à être perçues comme des projets motivants pour les individus et les populations, comme au terme d'une poussée de rationalisation supplémentaire.

des activités, la masse des échanges, la zone d'influence géographique de l'économie-monde, la richesse et le pouvoir de certaines classes sociales, le rôle social de l'argent, ou bien encore la « mentalité » capitaliste ? Et comment, concrètement (violence, pénétration insidieuse, adhésion des populations intéressées...), se réalise ce processus d'expansion ? Dans la phase actuelle, les différentes composantes de cette dynamique expansive, au lieu d'être seulement subies comme un destin, tendent aussi à se transformer elles-mêmes en objets d'une volonté consciente et à être perçues comme des projets motivants pour les individus et les populations, comme au terme d'une poussée de rationalisation supplémentaire. Pour commencer à cerner cette tendance, le terme « néolibéralisme » n'est pas le plus mal choisi.

Défendre le principe d'une approche historique et dynamique, qui renoue ouvertement avec un style marxiste d'approche du capitalisme, n'est certes pas évident. Privilégiant le synchronique sur le diachronique, certains économistes contemporains semblent ainsi estimer que la problématique de la diversité actuelle des modèles de capitalisme se révèle bien plus robuste que les anciennes fresques retraçant l'histoire des « phases » du capitalisme : elles n'avaient pas vraiment réussi à se libérer du carcan dialectique, finaliste et catastrophiste de l'orthodoxie d'autrefois. Une telle position est rendue crédible par l'émergence récente de puissances capitalistes extérieures à la sphère occidentale, qui s'appuient sur de nouveaux modèles de développement. On sort décidément de la linéarité.

Fondre le néolibéralisme dans le néocapitalisme semble encore plus difficile si l'on se fie à l'ouvrage de Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin*¹⁰. Arrighi élabore l'idée selon laquelle l'expansion chinoise, probablement le fait économique majeur de ces quinze dernières années, n'a que peu à voir avec la *Weltanschauung* rustique et autoritaire d'un Ronald Reagan, ou même avec la pure et simple émancipation du « marché » (laquelle, du côté occidental, a d'ailleurs conduit aux invraisemblables désordres systémiques apparus en pleine lumière lors de la crise financière de 2008, désordres qui ont sans doute contribué à renforcer la puissance chinoise). Provocateur, l'économiste italien souligne même à quel point le maoïsme, combinant chaotiquement despotisme et incitation à l'initiative individuelle, a préparé les conditions d'une croissance récente qui n'a nullement remis en cause cette base. Nous sommes, en tout cas, bien loin de l'évangile hayékien, bien loin aussi d'un monde quasi foucauldien où le *management* (privé et public) aurait constitué le vecteur essentiel de pénétration des valeurs du néolibéralisme dans la vie sociale via l'intériorisation silencieuse de normes subjectivantes. La portée historique de la *doctrine* néolibérale s'en trouve nettement relativisée.

Reste que, toute tentation d'un diagnostic global écarté, le néolibéralisme, en un sens plus

large, représente assez justement le concept de la dynamique historique présente. Il y a un style économique du développement capitaliste qui s'est imposé à partir de la fin des années 1970 en opposition au style keynésien et fordiste ; la dérégulation, la nouvelle géographie du capital, la redistribution de richesses, la réorganisation du travail (flexibilisation, précarisation), la financiarisation et le processus d'endettement qui en est solidaire, l'avènement de formes culturelles manifestement plus en affinité avec le consumérisme et l'enrichissement personnel sans freins dessinent une certaine forme de monde. Le terme de néolibéralisme permet, en première analyse, de prendre ces phénomènes en considération de manière globale. Compris de cette manière, le néolibéralisme demeure même le trait essentiel du monde économique contemporain¹¹, pourtant caractérisé par un désenchantement grandissant à l'égard des dogmes qui ont tant fasciné pendant les années 1980 et 1990. Il reste le facteur clé de l'évolution du capitalisme depuis trois décennies et conditionne indirectement, par une série de chaînes causales compliquées, jusqu'aux phénomènes exogènes, tels que la croissance asiatique.

Deux importantes positions actuelles semblent aller dans le sens d'une telle approche. Bien que la synthèse de David Harvey sur le néolibéralisme constitue encore aujourd'hui l'un des classiques du genre, la catégorie, dans la réflexion du géographe britannique, a assez naturellement cédé la place à une reprise de la thématique marxiste de l'impérialisme. Sous sa forme coloniale, l'impérialisme, explique Harvey, a signifié le pillage des ressources, matérielles et humaines, des régions non occidentales ; coexistant avec cette forme classique, il prend aussi aujourd'hui l'aspect d'une imposition brutale du mode de production capitaliste et de la contrainte à l'insertion dans le circuit des échanges internationaux entre pays ou régions capitalistes. Aux yeux de Harvey, le néolibéralisme implique donc une forme d'impérialisme, lequel constitue assurément une tendance essentielle du capitalisme.

Gérard Duménil et Dominique Lévy, de leur côté, défendent un marxisme qui continue à mettre en avant les luttes de classe. Sur le plan explicatif, ils tranchent sans hésitation. *Neoliberalism*, chez eux, c'est l'ensemble des moyens et des effets d'un cycle historique issu d'un certain épisode de la lutte des classes : en l'occurrence, celui qui vit l'apparition d'une lutte acharnée, engagée par les classes dominantes occidentales, singulièrement états-uniennes, pour la (re)conquête de hauts revenus. Une lutte qui, de proche en proche, a engendré, comme autant d'instruments et d'effets émergents au niveau macroscopique, de nouvelles tendances économiques (concentration d'entreprises, financiarisation, flexibilisation du travail...). La crise de 2008 est ce qui donne sens après coup à la phase de fuite en avant qui termine cet épisode, phase qui,

selon les deux économistes, correspond approximativement à la décennie 2000.

Bilan

Résumons-nous. Il n'y a pas consensus. Dans les sciences sociales et politiques contemporaines, «néolibéralisme» désigne tantôt une doctrine, tantôt une politique et tantôt une période de l'histoire du capitalisme. Il n'y a pas à choisir entre ces trois acceptions, toutes légitimes en ce qu'elles dévoilent des aspects bien réels et même très importants de notre réalité présente. Toutes intéressantes, également, en ce qu'elles se limitent les unes les autres. Bien sûr, comme le souligne J. Stieglitz (lui-même assez indifférent au terme «néolibéralisme»), la crise financière de 2008 a fait apparaître aux yeux de tous *la cohérence d'un monde historique* – la libéralisation comme mensonge devant aboutir, selon lui, à la spéculation, à la cupidité éhontée et à l'accroissement des inégalités – qui s'y concentrait, en quelque sorte, dans ses excès, dans ses folies. Il

semble donc difficile aujourd'hui d'utiliser la catégorie de «néolibéralisme» sans tenir compte de la perspective très large offerte par des événements de ce genre, c'est-à-dire sans revenir à la matérialité d'une organisation économique d'ensemble. Cependant, d'une façon que les analyses classiques du capitalisme, de Marx à Polanyi ou aux régulationnistes en passant par Weber ou Schumpeter, ne nous préparent pas vraiment à affronter, l'univers du capitalisme contemporain se présente comme un agencement complexe de dispositifs très diversifiés (par exemple selon des variables géographiques) et extrêmement mobiles. Il se présente comme un enchevêtrement de contraintes et d'incitations qui rend assez vaine toute tentative de dénoncer l'inflexible «Grand Système». Rappeler la pluralité (et la complémentarité) des usages de la notion de «néolibéralisme» dans les travaux contemporains constitue sans doute la meilleure façon de commencer à se placer au niveau de cette complexité propre au néocapitalisme.

NOTES

■ 1. Ce qui a compté, c'est également la prétention des forces politiques portées par la vague néolibérale à répondre à de nouvelles aspirations liées, par exemple, à la liberté individuelle. Stuart Hall a très tôt perçu l'importance de cet ancrage populaire du néolibéralisme. Voir *Le Populisme autoritaire*, trad. C. Jaquet, E. Beerlham et H. Saulvage, Paris, Éditions Amsterdam, 2007. ■ 2. Les premiers diagnostics tendaient en général à s'orienter en fonction de la thématique de la «déréglementation». Voir, par exemple, Scott Lash et John Urry, *The End of Organized Capitalism*, Cambridge, Polity Press, 1987. ■ 3. C'est l'une des thèses les plus connues de Saskia Sassen. Voir *La Globalisation. Une sociologie*, trad. P. Guglielmina, Paris, Gallimard, 2009. ■ 4. Pour une perspective comparatiste, voir Monica Prasad, *The Politics of Free Markets*, Chicago, University of Chicago Press, 2006; Philip Mirowski et Dieter Plehwe, *The Road from the Mont Pelerin*, Londres/Cambridge, Harvard University Press, 2009. ■ 5. Pour des travaux allant dans ce sens, voir: Giorgio Agamben, *Homo Sacer. Le Pouvoir souverain et la vie nue*, trad. M. Raiola, Paris, Seuil, 1998; Dominique Memmi, *Faire vivre et laisser mourir*, Paris, La Découverte, 2003; Didier Fassin, *La Raison humanitaire*, Paris, Seuil/Gallimard, 2010. ■ 6. D'où l'importance de la sociologie scolaire dans sa réflexion. Voir *La Nouvelle École capitaliste* (avec Pierre Clément, Guy Dreux et Francis Vergne), Paris, La Découverte, 2011. ■ 7. On peut penser, par exemple, que les États-Unis se caractérisent par un syndrome néoconservateur-néolibéral qui ne se retrouve pas exactement en Europe ou en Asie. Voir Wendy Brown, *Les Habits neufs de la politique mondiale*, trad. C. Vivier, Paris, Prairies ordinaires, 2007 ou Thomas Frank, *Le Marché de droit divin*, trad. F. Cotton, Marseille, Agone, 2003. ■ 8. Sur le lien entre criminalité postmoderne et néolibéralisme, voir également Loretta Napoleoni, *Rogue Economics*, New York, Seven Stories, 2008. ■ 9. La catégorie d'«après-fordisme», un temps suggérée par les régulationnistes, n'a pas réussi à s'imposer. Aujourd'hui, les mêmes régulationnistes caractérisent plutôt la période post-fordiste par le terme «régime d'accumulation financiarisé». Voir Robert Boyer, *Les Financiers détruiront-ils le capitalisme?*, Paris, Economica, 2011. ■ 10. Londres, Verso, 2007. Avec sa conception cyclique de l'histoire du capitalisme, le livre antérieur d'Arrighi, *The Long Twentieth Century*, Londres, Verso, 1994, incite d'ailleurs à relativiser l'originalité du néolibéralisme. Arrighi voit la période actuelle comme caractérisée plus par une très prévisible et très banale crise de la puissance hégémonique existante (les États-Unis) que par l'avènement d'une structure économique ou sociale inouïe. ■ 11. Certains auteurs commencent cependant à défendre l'idée selon laquelle la crise financière postérieure à 2008 marque la fin de la séquence néolibérale à l'échelle mondiale. Voir Kean Birch et Vlad Mykhenko, *The Rise and Fall of Neoliberalism*, Londres/New York, Zed Books, 2010. L'idée est que la crise ne fait qu'exprimer l'incapacité du néolibéralisme à réaliser la promesse d'une croissance économique durable sans laquelle il se prive de toute base de légitimation.



MOUVEMENTS

N° 68 et 69. Disponibles en librairie.
15 euros le numéro.

<http://www.mouvements.info/>